

Bruxelles, le 10.7.2020  
C(2020) 4861 final

## **DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 10.7.2020**

**modifiant la décision de la Commission C(2016)7053 du 31.10.2016 relative au  
programme d'action annuel 2016 (première partie) en faveur de la République de Côte  
d'Ivoire à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 10.7.2020

**modifiant la décision de la Commission C(2016)7053 du 31.10.2016 relative au programme d'action annuel 2016 (première partie) en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323<sup>2</sup>, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Par sa décision C(2016)7053 du 31.10.2016 la Commission a adopté le programme d'action annuel 2016 (première partie) en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement comportant deux actions, la première desquelles s'intitulant « Contrat de bonne gouvernance et de développement ».
- (2) Par sa décision C(2018)8487 du 10.12.2018, la Commission a procédé, suite à la revue à mi-parcours du programme indicatif national du 11<sup>e</sup> FED<sup>3</sup>, à une augmentation budgétaire de 29 300 000 EUR de l'action concernée, à l'extension des durées de mise en œuvre opérationnelle et d'exécution, ainsi qu'à l'ajout de modalités de mise en œuvre.
- (3) Il y a maintenant lieu de modifier ladite action par une réallocation budgétaire d'un montant de 1 000 000 EUR, afin de financer un appui complémentaire à la Commission électorale indépendante en tant qu'organe de contrôle et d'organisation des élections en vue du scrutin présidentiel de fin octobre 2020 via le Programme des Nations unies pour le développement.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

<sup>3</sup> Décision de la Commission C(2018) 3723 du 14.6.2018 modifiant les programmes indicatifs nationaux entre l'Union européenne et, respectivement, l'Angola, la République du Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, la République du Cap-Vert, l'Union des Comores, la République de Côte d'Ivoire, la République de Djibouti, la République dominicaine, l'État d'Érythrée, l'Éthiopie, la République gabonaise, la République de Guinée, la République de la Guinée-Bissau, la Jamaïque, le Royaume de Lesotho, la République de Madagascar, la République du Mali, la République islamique de Mauritanie, la République du Mozambique, la République du Niger, la République fédérale du Nigeria, l'État indépendant de Papouasie – Nouvelle Guinée, la république du Congo, la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, les Îles Salomon, la Tanzanie, l'Ouganda, la République de Zambie, et les programmes indicatifs régionaux entre l'Union européenne et, respectivement, l'Afrique orientale et australe et l'océan Indien, le Cariforum, la région du Pacifique, l'Afrique de l'Ouest et la région de l'Afrique centrale pour la période 2014-2020 (réexamen à mi-parcours).

- (4) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE <sup>4</sup>.
- (5) Il y a donc lieu de modifier la décision de la Commission C(2016)7053 du 31.10.2016 en conséquence.
- (6) La modification prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de modifications pour lesquelles l'avis préalable du comité du FED, institué par l'article 8 de l'accord interne, est requis. Il convient d'informer le comité du FED de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE:

*Article unique*

La décision de la Commission C(2016)7053 du 31.10.2016 relative au financement du programme d'action annuel 2016 (première partie) en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11e Fonds européen de développement est modifiée comme suit:

L'annexe 1 est modifiée par l'annexe de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 10.7.2020

*Par la Commission*  
*Jutta URPILAINEN*  
*Membre de la Commission*

---

<sup>4</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.